

Pourquoi la défaite de Viktor Orbán est un tournant pour l'Europe

Élection en Hongrie La victoire de Péter Magyar, après seize ans de pouvoir national-conservateur, rebat les équilibres européens, entre soulagement à Bruxelles et revers pour Moscou.

Théophile Simon

Avec la lourde défaite électorale de Viktor Orbán, dimanche, l'Europe pousse un soupir de soulagement. L'extrême droite européenne perd l'un de ses principaux représentants à Bruxelles, laissant la place à un nouveau dirigeant, Péter Magyar, dont la ligne se veut proeuropéenne, favorable à l'État de droit et hostile au Kremlin. Après seize ans de pouvoir du Fidesz, le vent de l'histoire a tourné à Budapest.

«Tous les Hongrois sentent dans leur cœur que cette victoire est le signal que la Hongrie est de retour en Europe. Et la Hongrie va être un allié solide de l'Union européenne», a promis Péter Magyar dimanche soir, face à ses partisans massés sur les rives du Danube.

Parmi la foule retentissait un slogan scandé lors de la révolution antisoviétique de 1956 et à la fin des années 80: «Russes, rentrez chez vous!» Une allusion aux liens étroits tissés par le Fidesz avec le Kremlin, y compris après l'invasion de l'Ukraine en 2022.

«Véritablement historique»

Pour le chercheur Pawel Zerka, du Conseil européen pour les relations internationales (ECFR), la chute de Viktor Orbán est un «moment véritablement historique» à l'échelle du Vieux-Continent. «L'enjeu dépasse largement le pays, car, malgré sa taille, la Hongrie disposait d'un poids politique considérable au sein de l'Union européenne, notamment en matière de politique étrangère, où chaque pays dispose d'un droit de veto», explique-t-il.

«Qu'il s'agisse du soutien à l'Ukraine, des sanctions contre la Russie, de l'influence chinoise ou de l'élargissement de l'UE, Budapest faisait planer une incertitude constante sur la capacité des Européens à agir de manière unie. Ces inquiétudes appar-

«Moscou a investi énormément, pendant des années, dans sa relation avec la Hongrie et avec Viktor Orbán. Tout est désormais à revoir.»

Rostyslav Khotin
Corédacteur en chef de Radio Free Europe/Radio Liberty

tiennent désormais au passé.» Le déluge de messages de félicitations adressés à Péter Magyar à travers l'Europe témoigne de l'importance de la bascule hongroise. Ursula von der Leyen s'est réjouie de voir «le cœur de l'Europe battre un peu plus fort». Donald Tusk a salué «la Hongrie, la Pologne et l'Europe, de nouveau ensemble!» Le Britannique Keir Starmer a évoqué un «moment historique pour la démocratie européenne».

Déception réactionnaire

Le camp réactionnaire, lui, fait grise mine. Le porte-parole du Kremlin s'est contenté d'un bref message appelant à des relations «pragmatiques» avec la Hongrie. Donald Trump, qui avait dépêché son vice-président, J. D. Vance, à Budapest cinq jours avant le scrutin, ne s'est pas exprimé.

La mouvance trumpiste perd ainsi sa tête de pont en Europe. Ces dernières années, Budapest a accueilli à plusieurs reprises l'édition européenne de la Conservative Political Action Conference, attirant figures et intellectuels de la droite dure transatlantique, comme Tucker Carlson, Candace Owens ou du proche de J. D. Vance Rod Dreher. Ce dernier s'est installé en Hongrie en 2022.



Péter Magyar, chef du parti conservateur proeuropéen Tisza, s'adresse à la foule sur les rives du Danube avec le parlement en arrière-plan, dimanche soir.

Ferenc Isza/AFP

Pour le Kremlin, la défaite est quasi-stratégique. «Le plus grand perdant de cette élection, c'est la Russie», pointe Rostyslav Khotin, l'un des rédacteurs en chef de Radio Free Europe/Radio Liberty à Prague. «Moscou a investi énormément, pendant

des années, dans sa relation avec la Hongrie et avec Viktor Orbán. Tout est désormais à revoir.»

La défaite de Viktor Orbán jette désormais le doute sur la capacité des forces eurosceptiques à faire de l'échéance de 2027, marquée par des élec-

tions majeures en France, en Pologne, mais aussi en Italie et en Espagne, un véritable tournant politique. Marine Le Pen et Jordan Bardella, qui espèrent faire émerger une «nouvelle majorité qualifiée» à Bruxelles, voient notamment s'éloigner la perspec-

tive d'un basculement de l'Union européenne en faveur de l'extrême droite.

«Un mandat proeuropéen»

Reste maintenant à voir si Péter Magyar tiendra ses promesses proeuropéennes. Le doute est

permis, tant sa trajectoire politique s'est longtemps inscrite dans l'orbite de Viktor Orbán. Juriste de formation, il a occupé plusieurs fonctions au sein de l'appareil d'État et d'entreprises publiques sous les gouvernements Fidesz. Il a égale-



Des partisans de Péter Magyar ont célébré la victoire de leur candidat dans les rues de Budapest.

Ferenc Isza/AFP



Le premier ministre actuel, Viktor Orbán, entouré de son équipe, a publiquement reconnu sa défaite dans les urnes.

Attila Kisbenedek

ment été marié à Judit Varga, ancienne ministre de la Justice et figure de premier plan du pouvoir orbanien.

Sa rupture avec ce dernier est récente: il quitte le Fidesz en février 2024 dans le sillage du scandale lié à une grâce prési-

dentielle controversée. Il a ensuite fondé son propre mouvement et s'est imposé comme un critique virulent du système qu'il servait encore quelques mois plus tôt.

Pawel Zerka mise sur la sincérité du nouveau premier mi-

nistre hongrois. «Magyar est investi d'un mandat proeuropéen. Son électorat l'est clairement, et même parmi les électeurs du Fidesz, les positions sont plus nuancées que celles de Viktor Orbán. Nos sondages montrent qu'une majorité de Hongrois restent attachés à l'UE. Sur les grandes orientations vis-à-vis de l'Europe, des États-Unis, de la Russie ou de la Chine, il est donc légitime de lui faire confiance pour tenir promesse», juge l'expert polonais.

Pas de baguette magique

Les choses se compliquent toutefois à propos de l'Ukraine. «Les électeurs de Magyar voient certes Kyiv comme un allié, mais ils restent divisés, voire sceptiques, sur des questions concrètes comme l'aide financière ou l'adhésion de l'Ukraine à l'UE. La Hongrie ne deviendra sans doute pas un acteur très pro-ukrainien. Tout dépendra de ce que Bruxelles exigera en échange. Cela se jouera dans les détails», avertit Pawel Zerka.

Lors d'une conférence de presse, lundi, Péter Magyar a rappelé sa position sur l'adhésion de l'Ukraine à l'UE: «Il s'agit d'un pays en guerre, il est totalement exclu que l'UE admette un pays en guerre», a-t-il déclaré, ajoutant que l'Ukraine doit suivre la même procédure d'adhésion que les autres pays, ce qui, selon lui, ne se produira pas dans les dix prochaines années.

Rostyslav Khotin estime, pour finir, que la chute de Viktor Orbán ne doit pas être mal interprétée à Bruxelles. «L'agenda politique conservateur reste là, prévient-il. Si les partis traditionnels ne s'emparent pas sérieusement de sujets comme l'immigration ou d'une transition verte déconnectée des réalités énergétiques, ils laisseront un espace que l'extrême droite continuera d'exploiter.»